Immanuel Wallerstein
professeur au Fernand Braudel Center, Binghamton University

(1971)

“L'organisation des sciences humaines et l'objectivité”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Immanuel Wallerstein

“L'organisation des sciences humaines et l'objectivité”

Un article publié dans la revue **Cahiers internationaux de sociologie**, vol. 50, janvier-juin 1971, pp. 41-48. Paris : Les Presses universitaires de France.

M Immanuel Wallerstein, sociologue, professeur au Fernand Braudel Center, Binghamton University, nous a accordé le 30 janvier 2008 son autorisation de diffuser électroniquement cet article dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : : immanuel.wallerstein@yale.edu ou iwaller@binghamton.edu

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 18 juin 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Immanuel Wallerstein (1971)

“L'organisation des sciences humaine
et l'objectivité”

Un article publié dans la revue **Cahiers internationaux de sociologie**, vol. 50, janvier-juin 1971, pp. 41-48. Paris : Les Presses universitaires de France.

Immanuel Wallerstein

"L'organisation des sciences humaines et l'objectivité". ¹

Un article publié dans la revue **Cahiers internationaux de sociologie**, vol. 50, janvier-juin 1971, pp. 41-48. Paris : Les Presses universitaires de France.

L'un des points de vue les plus évidents et les plus répandus dans les sciences humaines modernes est le suivant : la position de l'individu dans la structure sociale influence sa perception et ses conceptions de l'univers social. Il semblerait donc en découler que les remarques faites par un spécialiste de sciences humaines soient fonction, du moins partiellement, du rôle de ce spécialiste dans sa société. Ce rôle à son tour serait défini, du moins encore partiellement, par l'organisation sociale de l'activité scientifique ou savante. Formulée en ces termes, cette remarque paraît évidente.

Il existe un second point de vue assez largement partagé par le monde scientifique et savant. La vérité objective existerait sous une forme ou sous une autre et l'un des premiers devoirs du scientifique et du savant consiste à se dégager de ses « préventions » et à rechercher cette vérité. Se dégager soi-même de ses préventions semble indiquer qu'il faille se défaire des pressions intériorisées de son propre milieu, car celles-ci en influençant notre perception et conception du monde « déforment » notre vision, la rendent moins précise ou moins vraie. Cette dernière opération semble se fonder sur une affirmation contradictoire avec le premier point de vue. Elle semble impliquer qu'il exis-

¹ Traduit de l'américain par Jean COPANS. - Nous avons traduit *social science* par sciences humaines. Le sens en est plus étroit : sociologie et anthropologie, mais la signification de l'article nous a conduit à garder ce terme général ou son équivalent (spécialiste de sciences humaines).

te un esprit individuel présocial capable de percevoir et de concevoir avec précision mais sujet à des distorsions. Il ne semble pas y avoir de preuves empiriques à l'appui de ce genre d'affirmation et si on l'examine de près, sa valeur est peu plausible.

Supposons, ce qui est plus probable, que cette affirmation n'est pas vraie. L'effet de la position sociale telle qu'elle est enregistrée dans la biographie de la personnalité est un aspect indissociable de la formation d'une intelligence capable de produire des remarques scientifiques et savantes sur la nature de l'univers. Supposons donc que la distorsion sociale soit un donné du travail de tout spécialiste de sciences humaines, aujourd'hui et à tout jamais.

Est-ce tout à fait incompatible avec le point de vue qui est également un mythe, selon lequel il existe une vérité objective qui est ou qui devrait être l'objectif du spécialiste de sciences humaines ? Ce n'est pas incompatible si nous remplaçons la dichotomie distorsion/objectivité par un *continuum* d'affirmations probablement plus ou moins vraies, telles que les définit la communauté des scientifiques et des savants, y compris la communauté potentielle, historiquement possible. Nous devons donc examiner les voies par lesquelles la communauté scientifique qui crée un ensemble particulier de réflexions produira des affirmations plus ou moins vraisemblablement exactes.

Pour répondre à cette question nous devons analyser quelles sont les pressions sociales qui pèsent sur les spécialistes de sciences humaines et qui pourraient les conduire à produire des affirmations plus ou moins probablement vraies. Tout d'abord il est évident que ceux qui ont le pouvoir et des privilèges, quelle que soit la société considérée, préfèrent en général conserver leur pouvoir et leurs privilèges. Les vérités des scientifiques et des savants qui, par leur répercussion sur les processus politiques de la société, pourraient miner un tel pouvoir et de tels privilèges sont indésirables. Les probabilités sont plus grandes pour que les vérités qui peuvent avoir un tel impact soient le

fait de spécialistes de sciences humaines et non d'autres disciplines, à cause de la nature de leur objet. Par conséquent la pression sociale qui pèse sur les spécialistes de sciences humaines pour « se conformer » ou « déformer » est probablement plus grande que celle qui pèse sur d'autres groupes d'intellectuels.

Les pressions sociales prennent de multiples formes et vont des menaces grossières aux distinctions corruptrices et aux influences subtiles et à long terme sur la formation des spécialistes de sciences humaines. Pour diverses raisons, l'idée qu'une telle pression sociale est illégitime s'est largement répandue à l'époque contemporaine. Cela signifie que les formes grossières de pression ont cédé la place systématiquement à des formes plus subtiles. Cela ne signifie pas nécessairement que le résultat global de la pression soit moins important. Il peut même être plus important. Personne n'a étudié ce phénomène empiriquement, à notre connaissance.

Le développement de la couche scientifique et savante dans les sociétés modernes a conduit à la création de diverses institutions, telles que l'université, dont une des fonctions a été, du moins pour certains, d'isoler le scientifique et le savant de telles pressions. En affirmant l'illégitimité de cette pression, ces institutions procurent une protection contre les sanctions négatives qui peuvent frapper ceux qui ne s'y conforment pas. Toutefois ce processus d'isolement a été plus efficace contre les pressions grossières que contre les pressions subtiles. Certains se sont même demandé si de telles institutions, par le processus même de protection contre les pressions brutales, ne sont pas en fait devenues elles-mêmes des instruments, et certains disent même les instruments déterminants, des pressions subtiles.

Nous vivons, et nous vivrons dans le futur prévisible, dans un monde divisé socialement. Des groupes différents - nations, couches sociales, mouvements politiques - s'opposent entre eux. Les spécialistes de sciences humaines sont - isolément et en groupe - des membres de groupes de ce genre. On s'accorde généralement (mais non de fa-

çon unanime) pour dire qu'il n'est pas normal qu'un spécialiste de sciences humaines avance comme « vérités » des affirmations qu'il reconnaît comme erronées lui-même, mais qui pourraient servir les intérêts d'un groupe social auquel il appartient. Mais l'anormalité devient moins flagrante au fur et à mesure que la présentation de ses affirmations devient de moins en moins consciente. Pour tout dire, peu nombreux sont ceux qui défendent la « propagande ». Mais la plupart rejetteraient la suggestion que, soit par des processus inconscients, soit comme résultats de la formation même de leur intelligence, ils en sont venus à accomplir des actes qui avaient dans leur fond les mêmes effets que la « propagande ». Suggérer une telle idée s'appelle habituellement une attaque *ad hominem* et va à l'encontre des normes de la discussion scientifique et savante. Néanmoins ce phénomène existe et le problème qui se pose est le suivant : que peut-on faire à ce propos, si toutefois il est possible de faire quelque chose ?

Nous allons démontrer qu'il existe des solutions où l'influence sociale des distorsions est minimisée de sorte que la communauté scientifique sera amenée à produire des affirmations vraisemblablement plus véridiques que moins véridiques.

S'il y a distorsion, on veut toujours savoir si elle est systématique, c'est-à-dire si les distorsions « déforment » la vérité dans une direction particulière. Un aperçu rapide de l'histoire des sciences humaines contemporaines nous indique une source évidente de distorsions systématiques. La très grande majorité des spécialistes de sciences humaines du monde contemporain est née, a été formée et travaille dans un très petit nombre de pays, les États industrialisés du monde occidental. Et en effet depuis 1945 une majorité écrasante d'entre eux viennent d'un seul pays, les États-Unis.

Ce phénomène a visiblement eu une grande influence sur le choix des problèmes à étudier, les conceptions utilisées pour rassembler les données, la manière dont les données ont été recueillies et les systèmes théoriques élaborés pour expliquer les données. Évidemment il

est exact qu'au cours de ces dernières années, on a pu repérer ces influences et on a proposé diverses actions pour corriger les distorsions en cause. Mais l'on ne s'est pas demandé si, au lieu de corriger les distorsions après leur manifestation dans le travail, il ne serait pas possible de trouver un correctif automatique en changeant le problème de base : la répartition sociale et géographique inégale des spécialistes de sciences humaines dans le monde.

Les raisons de cette répartition inégale actuelle sont assez claires. L'émergence des sciences humaines comme champ de recherche nécessitait originellement un certain niveau de développement économique et social. C'est le rythme dramatique du changement social provoqué par le processus de création de l'État industriel moderne qui fournit le besoin, l'argent et l'espace social nécessaires pour que certains individus deviennent des « étudiants » de la société. Les sciences humaines étaient elles-mêmes l'un des produits et aussi l'une des raisons du changement « progressif » voulu par les groupes sociaux émergents. Si cela était déjà exact aux XVII^e et XVIII^e siècles, au cours des XIX^e et XX^e siècles cela devint un facteur fondamental de l'histoire intellectuelle.

Les grandes théories s'identifiaient à des groupes sociaux ou à des tendances politico-culturelles. Faire admettre que leurs vues, bien que minoritaires, étaient exactes et même intellectuellement respectables, ne fut pas facile. Il suffit de penser aux discussions qui accompagnèrent l'introduction dans les institutions du savoir et des idées de figures aussi importantes que Darwin, Marx et Freud, ou aux combats qui entourèrent l'institutionnalisation de nouvelles disciplines comme l'histoire, l'anthropologie ou la sociologie pour s'apercevoir que ces discussions intellectuelles se déroulaient dans une arène politique plus étendue que l'Université ou le monde savant et dans des termes qui n'étaient pas strictement « académiques ».

Toute une littérature était déjà apparue au moment de la première guerre mondiale et on l'avait « admise ». Elle tendait en gros à refléter

l'idéologie de l'État libéral moderne. Évidemment des théories contraires s'étaient fait jour dont certaines reflétaient les vues des classes plus traditionnelles et d'autres les points de vue des mouvements ouvriers et socialistes.

La Révolution russe aboutit à la création d'un État (ultérieurement, de plusieurs États) où les théories marxistes reçurent une place officielle. La variété particulière du marxisme qui devint dominante et le dogmatisme avec lequel celui-ci s'exprimait reflétaient les conditions économiques et politiques de l'U.R.S.S., du moins jusqu'en 1955. La véhémence dogmatique des points de vue défendus et la politique d'isolationnisme culturel du gouvernement soviétique ne permirent que de très faibles échanges de ces idées et des hommes qui les soutenaient avec les spécialistes « occidentaux » de sciences humaines. C'étaient des concepts de combat et ils n'eurent donc qu'un faible effet « correctif » sur le niveau de vérité des théories dominantes dans l'univers des sciences humaines.

Les conditions sociales prévalant après la deuxième guerre mondiale introduisirent quelques éléments nouveaux dans le tableau. L'émergence du Tiers Monde conduisit les spécialistes occidentaux de sciences humaines à s'intéresser aux processus sociaux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine de façon beaucoup plus approfondie et moins marquée par l'exotisme. Ceci aboutit à la création d'un ensemble de recherches qui, inspiré par un effort d'identification, parfois véritable, parfois peu sincère, mettait en question, ne serait-ce que superficiellement, l'universalité des généralisations en sciences humaines qui, historiquement, provenaient des recherches menées uniquement sur les sociétés occidentales, surtout à l'époque industrielle.

Avec la fin de l'époque stalinienne, les sociologues de l'U.R.S.S. et des divers États de l'Europe de l'Est commencèrent à s'intégrer à la communauté mondiale des sciences humaines. Le fossé entre les modèles et les méthodes de recherche du marxisme officiel et ceux élaborés dans les pays occidentaux se combla considérablement.

Tandis que la communauté internationale des sciences humaines se félicitait de cet événement, quelques sociologues du Tiers Monde commencèrent à critiquer de façon acerbe la détente intellectuelle des pays développés et la distorsion des vues convergentes qui en résultaient.

Mais les sciences humaines étaient peu développées dans tout le Tiers Monde. Le manque de cadres hautement qualifiés expliquait l'exode des scientifiques et des savants vers les postes administratifs de la société. La fragilité d'un grand nombre de structures étatiques expliquait la tendance des gouvernements du Tiers Monde à maintenir un étroit contrôle politique sur les Universités, ce qui décourageait un grand nombre de recherches et conduisait beaucoup de sociologues soit à l'inaction soit en exil (ou en prison). En plus de la répression politique, les répercussions des faibles ressources des pays du Tiers Monde sur le niveau de financement des sciences humaines rendaient très alléchantes les offres des Universités occidentales aux sociologues du Tiers Monde (c'est ce qu'on appelle la « fuite des cerveaux »).

Ainsi, sauf exceptions, les communautés locales des sociologues dans les pays du Tiers Monde, déjà fort réduites, se sont trouvées sans directions de recherches et, d'un point de vue politique, intellectuellement hésitantes. En outre, dans un grand nombre de cas, elles étaient encadrées par des chercheurs des pays occidentaux et des pays communistes dont le séjour était temporaire et dont le groupe de référence se trouvait dans le pays d'origine. Le faible nombre de centres importants de stimulation intellectuelle dans les pays du Tiers Monde n'a donc rien d'étonnant.

Puisque le choix des thèmes de recherche, des concepts, des méthodologies et des théories est en fait enraciné dans l'organisation sociale d'une communauté scientifique située dans un cadre politique spécifique, il y a une grande différence entre les produits originaux des pays du Tiers Monde, selon qu'il y a ou non un groupe important

de sociologues, surtout indigènes, dans les diverses Universités et Instituts de ces pays et selon que ceux-ci possèdent ou non une base financière et organisationnelle suffisante pour les soustraire aux pressions à court terme.

Même si la situation se présente ainsi, devrait-elle concerner les autres en dehors de la sympathie qu'on se porte entre collègues ? Notre raisonnement est le suivant : l'émergence d'une communauté vivante de sciences humaines dans les pays du Tiers Monde est une condition *sine qua non* pour réduire les distorsions des productions des sciences humaines mondiales, pour créer des hypothèses vraisemblablement plus véridiques.

Nous le démontrons de la façon suivante - tout groupe social important en lutte produit des arguments d'ordre intellectuel pour soutenir ce combat. Cela se fait de deux manières. L'une s'appelle la propagande et nous n'en parlerons pas ici. Mais la seconde consiste à influencer la production du groupe relativement autonome des scientifiques et des savants qui, lorsqu'il existe, fait partie du groupe social et tombe dans le champ de son contrôle social. Cependant, si ces groupes de scientifiques et de savants s'intègrent au réseau international de ces groupes, la possibilité de « distorsion » se trouve réduite de deux façons.

Les travaux de la confrérie internationale de sciences humaines mettront en lumière que certaines affirmations, énoncées par des groupes variés, sont différentes mais non contradictoires. Chaque groupe sera conduit à prendre en considération les affirmations des autres et à produire des théories plus adéquates. Deuxièmement on découvrira que d'autres affirmations sont contradictoires et on fera pression pour voir s'il n'est pas possible de réduire l'incompatibilité entre les affirmations contradictoires au moyen d'une reformulation adéquate. Évidemment il y aura un résidu de différences. Mais ce processus permettra de minimiser les erreurs de surestimation et d'arrogance, obligera à chercher des catégories pouvant inclure logiquement

des terminologies concurrentes, renforcera les pressions pour une conscience de soi méthodologique et théorique et améliorera le soin avec lequel on doit exposer les résultats de la recherche. Ceci n'est possible qu'à la condition que *tous* les groupes en lutte aient des communautés de sciences humaines solides et bien organisées. En l'absence de ces pressions sociales au sein d'une véritable confrérie internationale des sciences humaines, les pressions nationales et régionales sur les sociologues tendront à devenir plus évidentes et conduiront ainsi à la « distorsion ».

La distorsion peut avoir une autre origine. Si le groupe des savants sociaux dans un pays du Tiers Monde est trop petit en nombre absolu et trop petit en pourcentage du personnel des Universités et des autres Institutions intellectuelles (à cause de l'importante utilisation de personnel étranger) il peut se trouver dans le cas de ce que le sociologue brésilien Helio Jaguaribe a décrit sous le nom « d'aliénation culturelle ». Prenant comme groupe de référence les sciences humaines élaborées en Occident (ou dans les pays communistes), ces groupes s'accrochent à des perspectives nées sous d'autres cieux. En fait la critique de cette pratique par les cadres politiques nationaux la renforce souvent. Ainsi, loin d'aider à équilibrer les perspectives des sciences humaines mondiales, ils se trouvent au contraire souvent plus royalistes que le roi.

Si les choses se présentent bien ainsi, nous devons nous demander s'il n'est pas possible, collectivement en tant que sociologues, de participer à la consolidation intellectuelle des sciences humaines mondiales en renforçant les fondements sociaux de la puissance intellectuelle. Des efforts seraient probablement utiles dans trois directions.

Nous pouvons considérer comme une norme - ce qui n'a pas été énoncé jusqu'à présent - le fait qu'il y a d'importantes raisons intellectuelles qui militent en faveur de centres florissants de sciences humaines bien répartis dans le monde entier, dans des pays reflétant toutes les variations du système social. L'existence d'une telle norme peut

avoir des conséquences sur les gouvernements en termes de minimisation des pressions politiques et de maximisation de la répartition des crédits et des moyens humains ; elle peut avoir des conséquences sur les organisations internationales, publiques et privées, en termes de distribution des moyens ; et sur les sociologues, en termes de perspectives professionnelles.

Une deuxième action à entreprendre serait le développement d'une certaine retenue de la part des Institutions de l'enseignement supérieur des pays occidentaux. Bien que les échanges de personnes soient intellectuellement profitables et offrent des refuges aux exilés politiques, la « fuite des cerveaux » permanente est tout à fait nuisible non seulement au développement économique et social des pays du départ, mais également au développement intellectuel à long terme des sciences humaines mondiales. Il faut se poser la question : est-ce que des avantages immédiats contrebalancent cette perte collective à long terme ?

Finalement, le développement mondial de centres de ce genre ne peut être assuré que par le développement rapide des économies nationales des pays sous-développés et un changement de l'ordre politique et économique international. Certes, beaucoup de gens pensent que cela est souhaitable politiquement ou moralement. Mais j'ajoute ici un argument fondé sur des prémisses différentes.

Tout savant admet que, pour accomplir la tâche collective d'avancement du savoir, il faut faire du travail administratif, à plein temps pour certains mais à temps partiel pour tous. On considère cela comme une obligation envers la communauté scientifique. On pourrait développer le même raisonnement en ce qui concerne le travail politique. S'il est exact qu'une des conditions nécessaires au développement de démonstrations plus adéquates dans les sciences humaines dépend d'une certaine organisation sociale de l'effort scientifique et s'il est exact que l'organisation sociale requise (un ensemble de communautés scientifiques enracinées chacune dans une économie politique relati-

vement développée, la somme de ces communautés étant géographiquement et culturellement étendue) ne peut être que le résultat d'un véritable changement politique, alors il s'ensuit que les sociologues doivent consacrer au moins une partie de leurs énergies à la réalisation de cette condition préalable et nécessaire au développement de l'objectivité dans leur discipline.

*Center for Advanced Study in the Behavioral Sciences,
Stanford.*

Fin du texte